



Réunion du groupe-pays Mauritanie

Le mardi 13 décembre 2016 de 10h à 16h
A Cités Unies France, 9 rue Christiani, 75018 Paris

Compte-rendu

Introduction

Le 13 décembre 2016, une réunion du groupe-pays Mauritanie s'est déroulée dans les locaux de Cités Unies France à Paris. Un premier groupe c'est réuni le matin, un deuxième l'après-midi en fonction des disponibilités de chacun. Cette rencontre a permis de faire un état des lieux de la coopération décentralisée franco-mauritanienne, puis de proposer des perspectives d'action pour le groupe-pays.

I - Etat des lieux de la coopération décentralisée franco-mauritanienne

- Les collectivités et comités de jumelages : **changements d'élus, jeunesse, éducation, pompiers, eau potable et assainissement. création de films, climat, agriculture.**

Aubervilliers : Côté français, la ville a une **nouvelle maire**, Mme Derkaoui depuis début 2016 et un nouvel élu en charge de la coopération décentralisée, M. Abderrahim Hafidi. Côté mauritanien, l'ancien maire est décédé en 2015 ; dans l'intérim, les projets n'ont pas beaucoup avancé ; Bouilly a maintenant un **nouveau maire**. Les élus des deux pays se sont rencontrés.

La coopération est basée sur un accord de jumelage datant de 2002. Depuis 2007, le service des relations internationales a été recréé. La volonté du nouvel exécutif est de concentrer le montage des projets par les services et non plus par le comité de jumelage. Une Assemblée Générale devait acter la dissolution du Comité de Jumelage début 2017. Au départ paritaire franco-mauritanien, il est devenu de plus en plus français. La ville souhaite faire de l'association de jumelage « une association comme une autre ». Elle veut s'orienter **vers un portage et des projets plus institutionnels**.

La collectivité accompagne également de **nouvelles initiatives portées par des jeunes Bouilliens** qui se sont structurés. La nouvelle association « jeunesse » a une dizaine de groupes de travail thématiques avec des personnes compétentes, dynamiques. Elle a organisé des tournois de foot avec les jeunes de Guidimakha pour parler des projets communs. L'un de leur projet actuel est une mutuelle de santé pour les Bouilliens, payée par des ressortissants résidant en France, en relation avec le DRASS (directeur régional de l'action sociale) et d'autres communes. Des projets d'éducation sont en cours. Leurs discussions portent aussi sur la place des jeunes issus de l'immigration, noirs, musulmans, en France.

Savigny-le-Temple : a célébré ses 30 ans de jumelage tout au long de l'année 2016. Pour rappel, Savigny est en coopération avec la Mauritanie, la Roumanie, la Suède et l'Espagne et depuis juin 2016, avec la République démocratique du Congo.

Côté français, il n'y a pas eu de déplacements depuis décembre 2015. **Sénart est entré dans l'intercommunalité « Grand Paris Sud »** au 1^{er} janvier 2016. Cette collectivité, au poids important, semble avoir une autre manière de penser la coopération, beaucoup plus

institutionnelle et avec peu de contacts entre populations (ressenti des participants). A ce jour du moins, aucune rencontre de coordination entre les comités de jumelage sénartais n'a été organisée.

Côté Mauritanien, [Boutilimit devient peu à peu une ville harratine](#). Aujourd'hui, le maire est harratine mais doit composer avec de nombreux conseillers municipaux maures qui peuvent parfois entraver son action (par exemple pour le vote du budget).

Le problème des nombreux [percepteurs en Mauritanie mis en prison](#) est souligné. Beaucoup d'argent qui avait d'abord « disparu » est maintenant revenu, mais non débloqué. Cela empêche le financement des projets par exemple celui de [l'aide à la scolarisation des filles](#) avec la construction dans les écoles rurales de latrines. En effet, Savigny passe par le budget de la commune pour le financement des projets.

Pour les projets agricoles, ils se heurtent au fait que la coopération se fait en zone désertique en Mauritanie et que la population y est en grande partie nomade. L'idée a été émise de [créer des potagers école](#), permettant aux femmes de développer de petits potagers dans la concession. Le problème du paiement de l'eau s'est posé. Cela a donné lieu à une nouvelle formation. De l'argent a été renvoyé pour réaménager le potager, mais celui-ci se trouve encore bloqué au niveau du trésor public.

Par ailleurs, une coopération entre les [pompiers de Seine et Marne, de Suède et Aleg, dont dépend Boutilimit](#) est en place depuis plusieurs années. Les pompiers suédois ont demandé à être formé sur les interventions dans les grandes hauteurs et les grandes profondeurs mais d'abord à découvrir un pays d'Afrique et sa culture. Les pompiers mauritaniens ont été formés pour aller chercher des personnes tombées dans les puits. Lors de la dernière rencontre qui devait se faire en Europe, les Mauritaniens n'ont pas eu leurs passeports à temps pour s'y rendre. C'est donc partie remise pour 2017 !

Région Ile-de-France : C'est une année de transition côté français. Une feuille de route sera votée cette semaine avec comme [priorités : l'internationalisation des entreprises et les territoires d'origine des franciliens](#). Un audit de tous les appels à projets a été effectué. C'est grâce aux [liens avec les comités de jumelage franciliens](#) et la société civile associée qu'un certain nombre de projets culturels ont pu être réalisés (Nouakshort films, festival de musique urbaine, etc.).

Le vice-président chargé de la coopération décentralisée, Othman Nasrou et la présidente de la communauté urbaine se sont rencontrés lors de la [COP22 à Marrakech](#). Les prochaines priorités de la coopération porteront sur l'extension du réseau d'eau potable et d'assainissement, l'adressage de Nouakchott, l'équipement de voiries en éclairage photovoltaïque.

Le comité de jumelage de Evry Grégy projette de partir en mission avec la maire de **Moissy Cramayel** en janvier.

Monsieur Savary de la **DAECT** précise que : « les associations de jumelages ont des relations très suivies et amicales, c'est un réseau précieux pour le ministère. »

Cesson : a des [difficultés au niveau du comité de jumelage](#). Le dialogue entre les deux territoires a débuté en 1987, soit 25 ans de bonnes relations. La diaspora mauritanienne sur le territoire de Cesson est assez importante. L'association **ABSD** (Association Bababé Solidarité Développement) en fait partie. Côté mauritanien, un comité de jumelage est né en 1993 (suite aux rencontres de Kaedi). Cependant, il ne fonctionne plus aujourd'hui (problème de reproduire les rapports de pouvoirs entre familles). De ce fait, les membres du comité de jumelage côté français se démobilisent. Il existe toujours une foire aux livres annuelle, mais les élus ne s'y déplacent pas. [Cinq projets sont en cours](#), financés sur un appel à projets pour des initiatives de la société civile. Le comité regrette le manque de soutien de la commune de Cesson. Deux questions se posent pour l'avenir du jumelage : quels types de relations avoir aujourd'hui avec une commune mauritanienne ? Quelle connaissance les élus de Cesson ont-ils aujourd'hui de la réalité de Bababé ?

Vert Saint Denis : travail avec Keur Macène. Face à une situation de blocage, le comité français souhaite faire appel à un [intervenant extérieur pour évaluer leur coopération](#), avec la question principale : « au bout de 30 ans de jumelage, que faire ? » Le jumelage aimerait avoir une réunion assez rapidement avec le Grand Paris Sud, pour voir les formes de collaboration possibles (intercommunalité – comités de jumelage ; comité de jumelage – commune en Mauritanie). En effet, on ne peut pas « laisser tomber la population ». Le comité s'interroge également sur le développement des projets qui sera plus ardu sans l'apport de Sénart.

Côté mauritanien, le comité de jumelage est malheureusement un peu faible. Le comité est allé en mission en avril 2016 en Mauritanie, certains projets ont été évoqués. Toutefois, ce déplacement a laissé l'impression aux membres du comité qu'il y avait [beaucoup d'ONG internationales](#) importantes sur le même territoire de coopération par rapport auxquelles les actions du comité de jumelage étaient de moins grande envergure. Les Français ont relancé la partie mauritanienne en juin, sur les projets évoqués en avril ; ils sont restés sans réponse.

Pour **Noisy-le-Sec - Djéol**, La priorité a longtemps été [l'éducation : construction d'une 3^e école à Djéol, extension du lycée par la construction de 9 salles supplémentaires et d'une bibliothèque](#) ce qui a permis aux filles de poursuivre leurs études. Elles sont maintenant majoritaires au lycée. Le comité de jumelage a aussi largement participé à la construction d'un bâtiment pour le jardin d'enfants créé il y a 6 ans dans des locaux provisoires.

Le problème actuel concerne les [résultats au baccalauréat](#). La moyenne nationale est d'environ 10%. A Djéol, aucun candidat n'a été admis et des questions se posent sur les faibles résultats au bac dans l'ensemble de la vallée du fleuve où il y a eu peu d'admis.

Mamadou Ba nuance ce propos en expliquant que beaucoup d'admis au bac ont été recalés cette année, pas uniquement au niveau de la vallée.

Le comité de jumelage de Noisy le Sec a réalisé une mission en avril 2016. Il est revenu avec [deux films](#). Le premier : « [Regard sur les écoles à Djéol](#) » (15 minutes), raconte la vie au Jardin d'enfants, dans les écoles fondamentales et au lycée. Le second : « [Paroles de lycéens](#) »¹ (20 minutes) montre des gros plans d'élèves qui parlent de leurs préoccupations, leurs espoirs et de ce qu'est la France pour eux. Les deux documentaires ont été présentés à [500 élèves noisécens pendant la Semaine de la Solidarité Internationale](#).

Deux autres films miroirs, dans le cadre de Passeurs d'images, « [Frontières 2](#) » (25min) ont été réalisés par des jeunes filles de Noisy, originaires de Djéol, et des jeunes de Nouakchott. Le premier raconte l'arrivée d'une cousine en France pour étudier. Le second l'arrivée d'une canadienne en Mauritanie pour se marier. Ils ont été faits en partenariat, notamment avec la Région Ile de France, Arcadi et Via le Monde (le département de la Seine Saint Denis). Le Comité de jumelage de Noisy-le-Sec, la Région ou Cités Unies France peuvent vous fournir les liens et codes d'accès sur demande. jeanclauderoger@wanadoo.fr et arnaud.hure@iledefrance.fr ainsi qu'à Cités Unies France : a.frey@cites-unies-france.org.

Pour diffuser les films, trois conditions :

- 1. Pas de tarification pour une diffusion publique**
- 2. Citer les partenaires du film : Région Ile de France, Département Seine Saint Denis (Via le Monde), Arcadi, les Djéolois de l'ARDF et d'Eerango Debbo.**
- 3. Faire un retour au Comité de jumelage de Noisy le Sec : un article, 2+3 photos, des témoignages... pour avoir une trace de la diffusion et de son accueil. A envoyer à : jeanclauderoger@wanadoo.fr**

Noisy le Sec mène avec l'ARDF une réflexion sur [l'agriculture en milieu sahélien face au dérèglement climatique](#). L'objectif est de préparer les agriculteurs à s'adapter à cette situation et à organiser leur agriculture en conséquence et à se faire entendre au moment de « l'arrivée des

¹ Garance Seguiet a repéré une « vidéo miroir » tournée en Ile de France intitulée également « paroles de lycéens » : <https://www.youtube.com/watch?v=dBiz7Kk8Rz0>

fonds ». Les nouvelles générations de Mauritaniens en France ne seront peut-être pas prêtes à poursuivre le soutien financier permanent au village, il faut s'organiser en conséquence. Cela a également un lien avec le foncier.

La prochaine priorité de la coopération concerne ainsi l'agriculture (en relation avec le réchauffement climatique). Le [problème du foncier](#) est évoqué ainsi que celui de l'accaparement des terres (même s'il n'a pas eu lieu à Djéol).

En complément, **Mohamedou Ba de l'ARDF, qui préside également l'Union des ressortissants du Gorgol**, est intervenu. Pour [l'agriculture et la sécheresse](#) : il y a nécessité de maintenir sur place les jeunes, qui sont bien formés mais ne trouvent du travail que dans les ONG ! Et puis il y a un potentiel énorme grâce aux terres agricoles fertiles et à l'eau accessible.

En mai 2014, la réunion CUF à Orléans avait fait apparaître [le risque de favoriser l'agro-business](#) de la Mauritanie. Le risque se confirme. C'est clairement le cas dans le Trarza et Brakna, au détriment des personnes qui vivaient de leur travail.

Au Sénégal, c'est la diaspora qui a été favorisée pour la mise en valeur des terres. [La diaspora mauritanienne](#) se demande ce qu'elle peut faire pour [accompagner l'agriculture familiale](#) pour que la population puisse continuer d'en vivre (et non pas devenir des ouvriers agricoles). Elle aimerait se faire accompagner par des partenaires, comme le GRDR, comme les coopérations décentralisées. Aujourd'hui, les gens en Mauritanie disent « ne peut plus avoir le choix » : [il faut mettre la terre en commun et la mettre en valeur](#). Une terre valorisée ne peut pas, normalement, être octroyée à un agro-business. L'Etat n'est pas clair sur la mise en œuvre, à propos de « qui » peut exploiter les terres. Il y a un gros travail à faire pour que les gens investissent dans l'agriculture, pour éviter que des agro-business étrangers ne prennent le dessus. La diaspora doit s'unir et pas uniquement en France.

Mamadou Ba : l'Etat mauritanien souhaite mettre en valeur les terres agricoles. Il y a eu des manifestations au niveau de certaines localités, notamment au Brakna et Trarza, par les propriétaires des terres, demandant à discuter avec les autorités locales. Une solution apaisée n'a pu être trouvée pour l'instant, cependant, la question de valorisation des terres, reste posée.

Concernant les actions de la diaspora, le **RAME** (Réseau des Associations Mauritanienne en Europe) a organisé une rencontre avec le FORIM en mai 2016, à Nouakchott sur le thème *"Promouvoir et mettre en œuvre la co-opération entre différents acteurs du développement territorial quelle place et quel rôle.s pour les migrant.e.s?"* (information diffusée par Cités Unies France). L'organisation prépare [un diagnostic sur les nouvelles formes de mobilisation des jeunes](#) avec le GRDR.

Le comité de jumelage de **Dardilly** vient d'effectuer une mission en Mauritanie, à Debaye El Hijaj. Le plan communal d'hydraulique et d'assainissement (PCHA) a été finalisé avec le concours du GRET ; une nouvelle adduction d'eau potable a été réalisée au profit des villages de Belel Gaoudy, Belgerbane et Gourel Maloum. A Bourgoudouna, une pompe solaire permet d'irriguer un jardin maraîcher depuis fin 2015 et les échanges concernent aussi l'école, une crèche, des associations d'artisanat féminin... Dardilly, qui fait partie de la métropole lyonnaise, est aussi en contact régulier avec le pS-Eau. Le compte-rendu de mission et le PCHA ont été transmis à Cités Unies France.

A Rodez, l'association **Tiris-Zemmour** poursuit de bonnes relations avec Zouerate, en particulier, en étant partenaire du développement d'une zone de production agricole (315ha- à 8km de Zouerate. De plus, les maires de Rodez, Christian Teyssedre et Cheikh Baya, maire de Zouerate ont échangé des courriers et souhaitent œuvrer en commun pour un projet de collecte et de traitement des déchets. Ce projet impliquerait directement la ville de Rodez et l'association.

A Arles, le comité de jumelage poursuit de nombreux projets, en lien avec les ressortissants, les habitants, collégiens et lycéens, ... mais aussi avec la ville qui a fait don de deux camions de la société des eaux. Le dernier « écho des marigot » est mis en ligne sur le site de Cités Unies

France au même endroit que ce compte-rendu. Le rythme des vide-greniers, expositions, rencontres est toujours aussi dense !

- **Les ONG & structures d'appui : jeunesse, gouvernance, migrations, sécurité alimentaire, eau et assainissement, volontariat.**

GRDR : En préambule, le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement rappelle son souhait : soutenir une alliance stratégique entre autorités locales, société civile et instituts de recherche pour approcher les enjeux de territoires.

Dans le Gorgol, l'organisation a lancé le **programme « jeunesse et pouvoirs d'agir »**, avec l'UE sur la thématique des droits de l'homme et du développement économique. Le GRDR travaille avec l'AMPG (Association des maires et parlementaires) et les Maisons familiales rurales dans le Gorgol ; ECODEV à Kiffa et à Nouakchott à renforcer la compréhension et les modes d'expression citoyenne des associations de jeunes dans le cadre des processus de gouvernance territoriaux.

Avec la Région Centre Val de Loire plusieurs projets sont en cours, toujours dans une approche « gouvernance citoyenne des territoires ». L'AFD est partenaire. Les projets ont lieu dans le Gogol (suite du programme Paidel-CT) autour de **l'assainissement et la gestion des déchets** ; à Kaedi autour des **filières économiques** (patates douce, lait, etc.) ; au Guidimakha (dans les villes de Selibaby et la nouvelle intercommunalité Karakoro, grâce à un cofinancement du SCAC, en miroir de celle qui existe du côté malien).

Dans le Guidimakha, le GRDR accompagne les initiatives de **coopération transfrontalière** sur un territoire composé de 9 communes et rassemblant 150.000 habitants (dynamiques intercommunales avec Bouilly, aménagement des berges, gestion concertée des écosystèmes, développement économique). A noter que les migrants sont déjà organisés sous forme de l'UAGF côté mauritanien et de Guidimakha Danka côté malien.

Toujours dans le Guidimakha, l'UE soutient un programme **contre l'accaparement des terres, pour la sécurité alimentaire** : Rim-Rap de relance agro-pastorale. Le GRDR avec ACF (Action contre la faim) Espagne, Allianza por la solidaridad (APS) et Tenmiya y travaillent sur les 18 communes. Le projet porte également sur un système de veille alimentaire avec l'association des maires du Guidimakha (AMAIG).

Au niveau national, **l'Etat mauritanien a mis en place une « stratégie nationale de gestion des migrations » il y a trois ans**. L'UE a investi 10 millions d'euros. Le programme a dû être totalement revu. Le GRDR a fait des propositions en 2015 qui ont débouché sur un nouveau programme signé la semaine du 5 décembre 2016. En partenariat avec le RAME, UAGF, FAGOF et ACCMBF, le programme porte sur :

Un travail avec les Ambassades de Mauritanie en France, en Belgique, en Espagne, sur leurs analyses des liens migration-développement ici et là-bas et les enjeux de la stratégie migratoire (organisations de déjeuners consulaires).

- Un travail avec les consulats des principales diasporas africaines présentes en Mauritanie, sur les services d'appui et d'accès aux droits à destination de leur diaspora.
- Avec les villes de Sélibaby, de Kaédi, de Nouadhibou, la commune de Ryad à Nouakchott, sur la question : « Comment intégrer les mobilités comme facteurs de développement territorial ? ».
- Des événements, auront lieu à partir du premier semestre 2017.

Enfin, l'ONG est en discussion avec le GRET et d'autres partenaires associatifs mais aussi avec le SCAC pour penser ensemble la suite des appels à projets FAJR (appels à projets lancés par le SCAC à Nouakchott pour des projets montés par des associations de jeunes). Le processus est en phase d'identification des partenaires européen-mauritaniens qui pourraient être intéressés par la mise en place d'un programme concerté pluri-acteurs (qui vise à la fois à renforcer la société civile d'un pays partenaire et le dialogue société civile – pouvoirs publics).

⇒ Les participants ont exprimé leur souhait d'avoir un bilan des projets financés dans le cadre des appels à projets FAJR.

pS-Eau : prépare une mission en 2017 pour aller voir des opérateurs sur le terrain. L'organisation souhaite faire une mission collective et une capitalisation. De nombreux documents réalisés par le pS-Eau sont disponibles en ligne. Vous pouvez retrouver le document sur le projet Aicha (eau et assainissement) ici : http://www.pseau.org/outils/ouvrages/gret_tenmiya_les_metiers_de_l_eau_et_de_l_assainissement_portraits_d_acteurs_en_mauritanie_projet_aicha_2016.pdf Pour rappel, une journée eau & Mauritanie avait été organisée par pS-Eau, dans les locaux de CUF, le 8 juin. Retrouvez aussi le guide co-élaboré par le GRET et le GRDR sur : <http://grdr.org/Guide-Ameliorer-l-acces-a-l-eau-et-a-l-assainissement-en-Mauritanie>

France Volontaires : souligne les problèmes de sécurité qui limitent les possibilités d'installation de volontaires hors de Nouakchott. L'organisation a toujours un bureau à Nouakchott. Il explique que la GIZ allemande est le plus gros partenaire pour les VSI (volontaires de solidarité internationale) aujourd'hui en Mauritanie.

- **Les Etats : appels à projets, dialogue inclusif et référendum constitutionnel en 2017.**

Côté français, la DAECT remarque que les priorités des membres du groupe-pays Mauritanie sont en phase avec les priorités des appels à projets thématiques : climat et jeunesse. Monsieur Savary souligne que le prochain appel à projets jeunesse 3 sera lancé le 15 janvier 2017. Sur la sécurité, il conseille d'avoir des rapports directs avec le poste et de s'inscrire sur Ariane avant toute mission.

Monsieur Mamadou Ba, a fait part de l'actualité en Mauritanie, par rapport au dialogue inclusif initié par le gouvernement, auquel tous les partis politiques étaient conviés, ainsi que la société civile. Cette rencontre s'est déroulée durant plusieurs semaines, au Palais des Congrès où, une libre expression a été instaurée dans l'ensemble des ateliers.

La Mauritanie est subdivisée en 12 régions plus le district (Nouakchott), cela depuis le premier découpage des régions. Actuellement, la ville de Nouakchott est subdivisée en 3 régions administratives gérées par des walis (gouverneurs). La dénomination de ces régions est : la région Est, la région Nord, la région Ouest. On peut considérer actuellement que la Mauritanie compte dans sa totalité 16 régions administratives où chacune d'entre elle est autonome sur le plan juridique (justice, économique, administrative et sociale).

En mai dernier, le chef de l'Etat a fait un discours à Nema abordant différents aspects de la vie nationale d'où ressortait une proposition de dissolution du Sénat et l'instauration des assemblées régionales, doté d'un exécutif élu, pour mieux gérer les problèmes économiques et du développement qui se posent à celles-ci. Cette démarche politique demande la consultation du peuple mauritanien par la voie référendaire. Lors du dialogue inclusif (septembre-octobre), ces points ont été mis en débat. D'autres sujets furent abordés, notamment lors des ateliers :

1. L'amélioration des acquis démocratiques (multipartisme, presse, associations) dont une meilleure participation à la vie démocratique ;
2. Renforcement de l'état de droit et justice sociale (Préservation de l'unité nationale, cohésion sociale entre tous les Mauritaniens, sécurité, propriété foncière, discrimination positive envers les plus faibles,...) ;
3. Gouvernance économique et financière ;
4. Réformes constitutionnelles.

Au cours du débat dans les différents ateliers il était question de revoir l'article 26 de la constitution qui aborde la diminution de l'âge de la candidature à la magistrature suprême et de l'article 28 qui limite la durée du mandat d'un chef d'Etat à 5 ans, renouvelable une fois. Dans le débat pour ce point la question de l'article 26, concernant sa modification n'a pas été retenue. Toutefois, les partis de l'opposition ont annoncé qu'ils boycotteraient ce référendum. Cela risque de poser des difficultés pour leur représentativité.

II - Les perspectives pour le groupe-pays Mauritanie de Cités Unies France.

Selon Daniel Allieux, président du groupe-pays, l'idéal est de faire marcher main dans la main élus et associations : « il n'est pas naturel qu'une association de jumelage traite directement avec le maire ».

1. Si vous souhaitez l'inviter aux manifestations que vous organisez, merci de l'inviter à : allioux_daniel@yahoo.fr. Pour que l'information soit diffusée au groupe-pays, contactez Astrid Frey à l'adresse : a.frey@cites-unies-france.org.

2. Les participants souhaitent une rencontre fin janvier-début février 2017 avec l'appui de CUF à Sénart autour de l'avenir de la coopération avec la Mauritanie, et la fédération des comités de jumelage. La diffusion du film « frontières 2 » sera organisée concomitamment. Les comités de jumelage du 77, du 93 seraient spécifiquement invités à l'événement, ouvert à tous. Vous pouvez contacter CUF si vous souhaitez y prendre part (a.frey@cites-unies-france.org).

A terme, la réflexion pourrait s'orienter vers « des relais de terrain » pour poursuivre les relations de coopération décentralisée avec la Mauritanie, éventuellement un binôme franco-mauritanien. Il est important de prendre en compte le niveau de sécurité. Toutefois un volontaire d'une autre nationalité pourrait peut-être être engagé.

3. Suite aux nombreux projets dans la sous-région (Mali, Sénégal, Mauritanie), une animation régionale pourrait voir le jour, autour de la question de **l'agriculture en milieu sahélien face au dérèglement climatique**.

4. Astrid Frey note que le sujet de l'économie n'a pas été abordé. Monsieur Allieux rappelle que des contacts avaient été pris pour comprendre le monde de l'économie en Mauritanie et le club des entreprises de la Région Centre Val de Loire. « On avait avancé ! »

5. Certains considèrent également que le groupe-pays ne devrait pas laisser de côté la question des droits humains.

Conclusion

La réunion a permis aux différentes organisations de partager leurs avancées dans la coopération décentralisée en Mauritanie. Ils travaillent principalement sur les thématiques de la jeunesse, de l'éducation, des migrations, de l'eau et l'assainissement, de l'agriculture et du climat. Quelques pistes ont été lancées pour l'avenir du groupe-pays.

Compte-rendu établi par Cités Unies France

LISTE DES PARTICIPANTS

Genre	Prénom	Nom	Fonction	Organisme	Courriel
Monsieur	Mamadou	BA	Conseiller	AMBASSADE DE MAURITANIE	mamasambaba@yahoo.fr
Monsieur	Ahmed	LAOUEDJ	Conseiller au cabinet de la maire	AUBERVILLIERS	ahmed.laouedj@mairie-aubervilliers.fr
Monsieur	Ralf	HOFMANN	Chargé de mission relations internationales	AUBERVILLIERS	ralf.hofmann@mairie-aubervilliers.fr
Monsieur	Bernard	BESSE	Président du comité de jumelage	CESSON	bernardbesse2@aol.com
Madame	Astrid	FREY	Chargée de mission	CITES UNIES FRANCE	a.frey@cites-unies-france.org
Madame	Garance	SEGUIER	Stagiaire pôles Afrique et Climat	CITES UNIES FRANCE	etude@cites-unies-France.org
Monsieur	Mohamedou	BA	Président	FEDERATION DES ASSOCIATIONS DU GORGOL EN France	mohamedou_ba@yahoo.fr
Monsieur	Michel	DE MARCH	Chargé de mission	France VOLONTAIRES	m.demarch@france-volontaires.org
Monsieur	Arnaud	HURE	Chargé de mission aux relations internationales	REGION ILE DE FRANCE	arnaud.hure@iledefrance.fr
Monsieur	Olivier	LE MASSON	Coordinateur des programmes	GRDR	olivier.lemasson@grdr.org
Monsieur	Daniel	ALLIOUX	Conseiller délégué à la coopération décentralisée	LIEUSAIN	allieux_daniel@yahoo.fr
Monsieur	Joël	SAVARY	Chargé de mission auprès de la DAECT	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES et du développement international	joel.savary@diplomatie.gouv.fr
Madame	Jocelyne	BIASIN BIASIN	Membre du comité de jumelage Membre du Comité de jumelage	NOISY LE SEC joce.biasin@orange.fr	Joce.biasin@orange.fr

Madame	Claude	CHEDAL	Membre du comité de jumelage	NOISY LE SEC	cclaudechedal@free.fr
Monsieur	Jean-Claude	ROGER	Vice-président du comité de jumelage	NOISY LE SEC	jeanclauderoger@wanadoo.fr
Monsieur	Guillaume	AUBOURG	Directeur adjoint	PS-EAU (PROGRAMME SOLIDARITE EAU)	aubourg@pseau.org
Monsieur	Bakary	KAMARA	Président	RESEAU DES ASSOCIATIONS MAURITANIENNES EN EUROPE (RAME)	kamabakari@yahoo.fr
Madame	Evelyne	LEBAULT	Présidente du comité de jumelage	SAVIGNY LE TEMPLE	evelyne.lebault@laposte.net
Madame	Tamara	COSTES	Chargée des relations internationales mise à disposition du CJ	SAVIGNY LE TEMPLE	relations.internationales@savigny-le-temple.fr
Madame	Jeannette	BERNHEIM	Présidente du comité de jumelage	VERT SAINT DENIS	jeannette.bernheim@gmail.com
EXCUSES					
Monsieur	Abderrahim	HAFIDI	Adjoint au maire, délégué à la coopération décentralisée	AUBERVILLIERS	ahafidi@mairie-aubervilliers.fr
Madame	Evelyne	BOILLET	Chargée des relations internationales	CHEVILLY LARUE	eboillet@ville-chevilly-larue.fr
Monsieur	Guy	GEOFFROY	Député-maire	COMBS LA VILLE	virginie.gomes@mairie-combs-la-ville.fr
Monsieur	Charles	FOURNIER	Vice-président chargé des coopérations internationales	REGION CENTRE VAL DE LOIRE	nadia.aboussi@regioncentre.fr
Monsieur	Romain	LE MOAL	Chargé de mission aux relations internationales	REGION CENTRE VAL DE LOIRE	romain.le-moal@regioncentre.fr
Madame	Anne-Marie	BRICOUT	Présidente du comité de jumelage	EVRY-GREGY	jacques.bricout@wanadoo.fr
Monsieur	Guy	ORMEAUX	Président du comité de jumelage	NANDY	ormeaux.guy@orange.fr